

Pour Gosuin, pas besoin de réforme de l'Etat pour (re)travailler ensemble

POLITIQUE Le ministre Défi réagit à une récente carte blanche des libéraux

► Pour le ministre bruxellois Défi, il est naïf et hypocrite de vouloir refédéraliser des matières régionalisées.

► Face au constat d'inefficacité de certaines politiques, il plaide la mise en place de stratégies communes, sous pilotage du fédéral.

Dans une carte blanche publiée dans *La Libre* début août, deux ministres fédéraux MR, Sophie Wilmès et François Bellot – épaulés par la présidente du Sénat, Christine Defraigne, et plusieurs députés libéraux – plaident, sur l'autel de l'efficacité, pour la refédéralisation d'un certain nombre de compétences, comme la santé, l'énergie, le climat, le commerce ou la mobilité.

Hormis le VLD Alexander De Croo, il ne s'est pas trouvé pas grand monde, au sein de la majorité fédérale, pour soutenir l'initiative. Le CD&V et la N-VA l'ont écartée d'un revers de main tandis qu'au MR même, le président Olivier Chastel lâcha que le point n'était pas à l'ordre du jour.

Pourtant, aujourd'hui, le ministre bruxellois chargé de l'Économie et de l'Emploi, Didier Gosuin (Défi), reprend l'idée à son compte. Pas sur la forme : comme

son président de parti, Olivier Maingain, Didier Gosuin estime qu'il est « naïf et hypocrite » de plaider une réforme de l'Etat « centripète » dans le chef de ceux qui ont voté la plupart des transferts de compétences aujourd'hui remis en cause. Mais sur le fond en revanche, il estime qu'il y a matière à réflexion.

« Le débat de la refédéralisation resurgit 5 ou 6 ans après chaque réforme institutionnelle, en partant du constat que la Belgique dysfonctionne et que nous sommes en déficit de performances dans un certain nombre de domaines, constate-t-il. Et c'est incontestablement la manière dont nous avons progressivement dépeçé l'Etat fédéral qui en est la cause. Mais ne nous leurrons pas : toute nouvelle révision de la Constitution nous mènerait un pas plus loin vers le confédéralisme ! »

Des agendas cachés ?

Comment relever le défi de l'(in)efficacité sans replonger le pays dans les affres d'une nouvelle réforme de l'Etat ? Le ministre bruxellois répond qu'il convient d'abord d'identifier un certain nombre de dossiers problématiques dont la résolution profiterait à tout le monde, entités fédérées comme Etat fédéral.

Et d'avancer trois exemples : la mobilité, la prévention de la santé et la qualification des jeunes. Des matières qui valent régulièrement à la Belgique des remon-

trances au niveau international – en grande partie à cause de l'éclatement des compétences – et pour lesquelles une amélioration des politiques publiques serait un gage de croissance économique, et donc de bien-être pour tout le monde.

« Sommes-nous d'accord, en matière de mobilité, pour créer un "board" commun entre la SNCB, De Lijn, les Tec et la Stib, pour mettre en place, dans les 5 ans, une billettique commune permettant de voyager avec un seul titre de transport sur les quatre réseaux cités ? », lance Gosuin. Sommes-nous d'accord d'augmenter de 20 % le niveau moyen de qualification ? Cela implique des réformes de l'enseignement au niveau communautaire, de la formation au niveau des Régions et des mesures fiscales au niveau fédéral. Est-on disposé à se mettre d'accord sur quelques grands enjeux de santé publique – le dépistage du cancer, par exemple – et à travailler ensemble ? Aujourd'hui, pour le dépistage du cancer colorectal, il y a deux ou trois stratégies différentes à l'œuvre à Bruxelles... »

A partir de là, Didier Gosuin affirme qu'il faut poser la question de confiance : « Est-on prêt à développer des projets communs qui auraient pour objectif d'améliorer notre performance dans des domaines porteurs pour toutes les parties ? » Si la réponse est « non », estime-t-il, s'il n'y a pas de volonté politique, « c'est que

certain ont des agendas cachés, qu'ils n'ont pas envie que la Belgique fonctionne mieux, parce que le dysfonctionnement est un argument pour aller encore plus loin dans le dépeçage du pays ».

Un pilotage fédéral

Pour le ministre Gosuin, les constats de carence sont largement partagés mais il n'y a pas d'élément fédérateur pour améliorer les choses. « Eh bien, reconstruisons au fédéral le rôle de pouvoir piloter ces projets ; avec, bien entendu, les Régions et les Communautés, dans le respect de leurs spécificités », lâche-t-il.

Redonner du poids au fédéral, sans passer par la case « refédéralisation ». Dans son esprit, cela implique par exemple que, dans les déclarations de politique générale des prochains gouvernements qui vont se mettre en place, figure l'énoncé de projets sous pilotage fédéral, avec objectifs chiffrés à atteindre, agenda précis et évaluations régulières – à charge de se mettre d'accord sur les méthodes pour y arriver.

Question : tout cela n'est-il pas un peu naïf ?...

« Peut-être, mais pas plus que de dire que l'on va refédéraliser, répond Didier Gosuin. Et au moins, il y a une question principale qui est posée à tous les partis : est-on prêt à travailler encore à des projets communs importants et bénéfiques pour tout le monde ? » ■

WILLIAM BOURTON